

«Le cœur n'y est plus»

Deux autres démissions chez les présidents péquistes

Simon Boivin

sboivin@lesoleil.com



Deux autres démissions de présidents péquistes — dont la première dans la région de Québec — sont venues ajouter à l'effritement de l'organisation militante du Parti québécois (PQ), hier.

Le nom de François Lemay, président de Saint-Henri-Sainte-Anne, circule depuis qu'il a quitté précipitamment une conférence nationale des présidents, il y a deux semaines. Sa lettre de démission est épinglée à l'endroit de «l'incurie» de l'entourage de la chef péquiste et de celle-ci pour son refus d'y apporter des modifications.

«Je refuse de continuer à faire tous les sacrifices personnels inhérents à la vie militante si ce sont mes propres généraux qui, par leurs mauvaises décisions, m'envoient à l'abattoir», écrit M. Lemay (<http://francoislemay.net>).

La liste des récriminations est longue, du «manque de flair» qui a mené au dépôt du projet de loi 204 à l'incrédulité devant la possibilité que François Legault forme un parti. Et à la dénaturation de la gouvernance souverainiste jusqu'à

en faire «de dernier prétexte en lice pour ne pas tenir un référendum».

«Le mouvement souverainiste est aujourd'hui en proie à des querelles intestines et le Parti québécois reçoit un taux d'appui si faible qu'il pourrait littéralement disparaître aux prochaines élections, écrit M. Lemay. Cette situation peu enviable a ceci de particulier qu'elle n'a pas été créée par nos adversaires, mais bien par la direction de notre parti.»

Par «solidarité», il conserve sa carte du PQ pour ceux qui ont «la force de continuer». Mais, dans son cas, comme l'avait dit M^{me} Marois lors de sa propre démission en 2006, «le cœur n'y est plus».

D'autre part, *Le Soleil* a mis la main hier sur la lettre de démission du président de l'association péquiste de Charlesbourg, Patrick Voyer, datée du 26 septembre. En ce qui le concerne, et à l'instar de l'ex-député péquiste Benoît Charette, il estime que le PQ en fait trop pour la tenue d'un référendum. Pas assez pour l'économie.

Un des démissionnaires estime que le Parti québécois en fait trop pour un référendum, l'autre, pas assez

«Je ne puis assumer de leadership lorsque des orientations que je considère importantes

voire nécessaires au développement du Québec sont reléguées au second plan au bénéfice d'un référendum à tout prix», écrit-il dans sa lettre.

Les motifs invoqués par M. Voyer dénotent un attrait pour le discours de François Legault. Il reconnaît d'ailleurs être allé au cocktail de financement de l'ex-ministre péquiste, à Québec, jeudi.

Jusqu'ici, les présidents d'Hochelega-Maisonnette, de Montréal-Centre, de Laurier-Dorion (avec la moitié de son exécutif) et de Nicolet-Yamaska (avec la quasi-totalité de l'exécutif) ont quitté le navire péquiste. D'autres défections sont toujours possibles.

Pour calmer la grogne de certains militants, le PQ a annoncé qu'il tiendra un deuxième conseil national cet automne sur le thème de la rénovation démocratique.